

Les Français et la réforme des retraites

Sondage *Harris Interactive* pour *LCP*

Enquête réalisée en ligne du 6 au 9 septembre 2013. Echantillon de 1 935 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

Alors que la CGT, FO, FSU et Solidaires ont appelé à une journée de grèves et de manifestations ce mardi 10 septembre contre la réforme des retraites envisagée par le gouvernement, *LCP* a demandé à Harris Interactive **d'interroger les Français sur leur rapport à la retraite et au système français par répartition ainsi que sur leur perception de différentes solutions envisagées pour financer l'avenir du système des retraites**. Il s'agissait ainsi de mesurer leur soutien au mouvement, leur souhait et leurs sentiments quand à l'avenir du système actuel de retraites par répartition, ainsi que leur adhésion ou rejet des pistes qui ont émergé dans le débat.

Que retenir de ce sondage ?

- **A l'évocation de la retraite, les Français mentionnent spontanément aussi bien des notions positives** articulées principalement autour des dimensions de liberté et de temps libre **que des notions plus négatives** faisant état d'inquiétudes importantes, portant sur l'état de santé ou la baisse de pouvoir d'achat.
- **56% des Français indiquent soutenir le mouvement de manifestations et de grèves lancé par la CGT, FO, FSU et Solidaires** contre le projet de réforme des retraites initié par le gouvernement. A l'inverse, 41% s'y opposent. Notons une approche différenciée au sein de la Gauche : d'un côté, la très grande majorité des sympathisants du Front de Gauche (82%) et la moitié des sympathisants socialistes (50%) soutiennent le mouvement lancé par les syndicats quand l'autre moitié des sympathisants socialistes s'y oppose, soutenant ainsi le gouvernement. Cette différence politique recouvre une fracture sociale : 69%

des membres des catégories populaires soutiennent les grèves et manifestations quand 49% des catégories supérieures les contestent.

- Notons que **près de deux Français sur trois (62%) considèrent que dans une quarantaine d'années, le système de retraites par répartition n'existera plus**, les plus susceptibles d'anticiper cette disparition étant les sympathisants de Droite (69%) et du Front National (74%).
- **56% des Français déclarent être plutôt favorables à un système de retraites par répartition, tandis que 41% font part d'une préférence pour un système par capitalisation.** Les plus âgés restent attachés au système par répartition (63% des 50-64 ans) tandis que la moitié des jeunes de 18 à 29 ans indique être plutôt favorable à un système individuel par capitalisation. Un lien existe entre souhait et projection puisque 80% de ceux qui indiquent préférer un système par capitalisation considèrent que le modèle actuel va périlcliter. Notons que parmi ceux qui indiquent préférer un système par répartition, environ la moitié croit en sa survie tandis que l'autre moitié anticipe sa probable disparition.
- Dans le cadre de la future réforme, **les Français ne font majoritairement confiance à aucun des partis politiques ou des partenaires sociaux pour faire de bonnes propositions.** En effet, ni les syndicats de salariés (39%), ni l'UMP ou le MoDem (29%), ni le Parti Socialiste (26%) ou le gouvernement (24%) et encore moins le Front National (20%), les syndicats patronaux (20%) ou le Front de Gauche (18%) ne recueillent la confiance d'une majorité de répondants.
- Enfin, **parmi les différentes solutions envisagées pour financer le système de retraites par répartition, seule la convergence vers un régime unique des différents régimes de retraites est jugée favorablement par une majorité de répondants (73%).** En revanche, la hausse de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans à l'issue de 2035 (50% opposés), l'accroissement des impôts des sociétés (54%), le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans (56%), l'alignement du taux de CSG des retraités sur celui des actifs (63%) ou encore la hausse des cotisations salariales et patronales (63%) et la hausse de la CSG (76%) suscitent le rejet d'une majorité des Français. Notons toutefois qu'une majorité de sympathisants de Gauche (64%) indique être favorable à l'accroissement des impôts des sociétés tandis qu'une majorité des sympathisants de Droite acquiesce à l'idée d'un allongement de la durée de cotisation (66%) ou au recul de l'âge légal de départ à la retraite (68%).

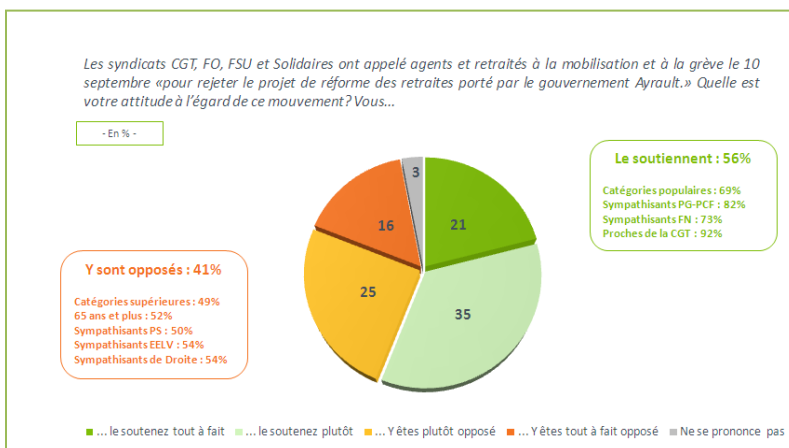
Dans le détail

Une retraite qui suscite attentes et inquiétudes

Invités à s'exprimer librement sur ce qu'évoque pour eux la retraite, les Français lui associent à la fois **des évocations positives** et **des évocations négatives**. En effet, la retraite est synonyme pour eux de « *liberté* », de « *temps libre* », de « *repos* », d'activités culturelles et de voyages... Mais nombreux sont ceux qui soulignent également de **fortes inquiétudes, concernant la capacité à profiter de cette retraite, soit parce que leur état de santé ne le leur permettrait pas, soit parce que leur pouvoir d'achat serait trop diminué**. L'idée d'une retraite de plus en plus tardive, raccourcie et précaire, voire s'inscrivant dans un contexte de santé dégradée, structure ainsi déjà bon nombre de représentations.

Plus de la moitié des Français déclarent soutenir le mouvement de grèves et de manifestations du 10 septembre contre le projet de réforme des retraites

Face à ces inquiétudes, **56% des Français indiquent soutenir tout à fait (21%) ou plutôt (35%) le mouvement lancé ce mardi 10 septembre par les syndicats GCT, FO, FSU et Solidaires « pour rejeter le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault »**. Les membres des catégories populaires (69%), les personnes se déclarant proches de la CGT (92%), les sympathisants du Front de Gauche (82%) mais également ceux du Front National (73%) apparaissent parmi les plus susceptibles de soutenir le mouvement.



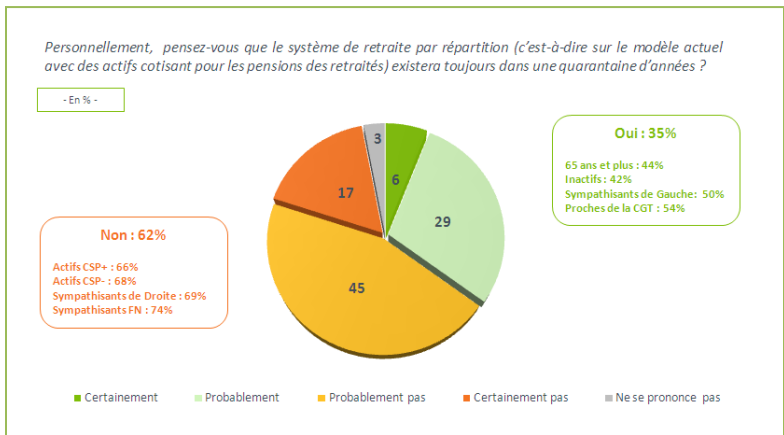
A l'inverse, **41% indiquent être opposés à ce mouvement**, parmi lesquels on note surtout la présence des membres des catégories supérieures (49%), des personnes âgées de 65 ans et plus (52%), des sympathisants du Parti Socialiste (50%) et d'Europe Ecologie (54%) ainsi que les sympathisants de Droite (54%). Bien que le projet soit porté par l'actuelle

majorité, on observe donc **une division du « peuple de Gauche »**, 54% des sympathisants de Gauche soutenant le mouvement contre cette réforme quand 44% s’y opposent.

Si 56% des Français indiquent préférer un système de retraites par répartition, 62% estiment que ce dernier n’existera plus dans une quarantaine d’années

56% des Français se déclarent personnellement favorables à un système de retraites par répartition, où les actifs cotisent pour payer les pensions des retraités actuels, **quand 41% indiquent lui préférer un système par capitalisation**, où chacun cotise pour sa propre retraite à travers un compte épargne retraite personnel. Le clivage est avant tout politique : 72% des sympathisants de Gauche défendent le système collectif par répartition quand 53% des sympathisants de Droite et 55% des sympathisants du Front National mentionnent une prédilection pour le système individuel par capitalisation. On observe également que les préférences exprimées diffèrent d’une génération à l’autre : ainsi, chez les personnes âgées de 50 à 64 ans, 63% des individus déclarent préférer le système par répartition, tandis que chez les 18-29 ans, les avis sont plus partagés, 50% optant de préférence pour un système par capitalisation.

Notons que si une majorité de Français indique préférer un système de retraites par répartition, seule une minorité croit en sa permanence. En effet, **35% pensent que ce système existera toujours d’ici une quarantaine d’année quand 62% anticipent au contraire sa disparition**. Toutefois, les Français font preuve de peu de certitudes à ce sujet, puisque seuls 6% déclarent qu’il existera certainement dans 40 ans pour 17% qui pensent qu’il aura certainement disparu. Notons que les actifs, qu’ils appartiennent aux catégories supérieures (66%) ou aux catégories populaires (68%), se montrent beaucoup plus pessimistes sur le caractère pérenne de ce système que les inactifs. Les sympathisants de Droite (69%) et du Front National (74%) sont



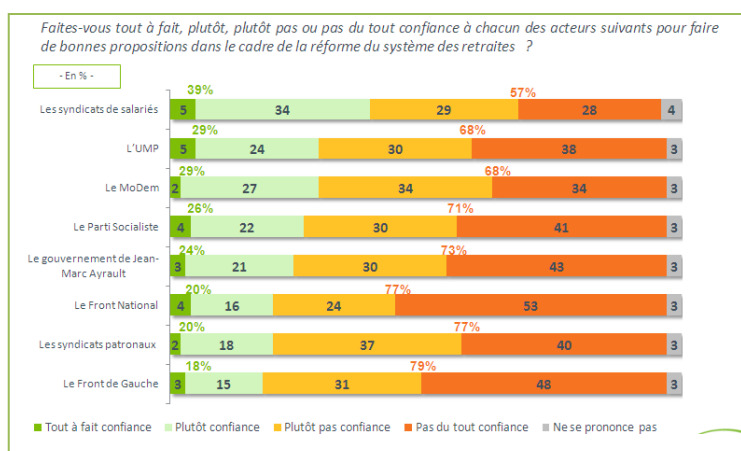
également plus nombreux à envisager une disparition de ce système au cours des quatre prochaines décennies (pour 49% des sympathisants de Gauche), ces derniers étant parallèlement plus nombreux que la moyenne à se projeter dans un système par capitalisation.

Les Français n'accordent leur confiance à aucune formation politique et aucun des partenaires sociaux pour formuler de bonnes propositions dans le cadre de la réforme des retraites

Les Français n'accordent majoritairement leur confiance à aucun des acteurs testés pour être une force de propositions positives dans le cadre de la réforme des retraites. En effet, 39% indiquent faire confiance aux **syndicats de salariés**, contre 57% qui ne leur font pas confiance. Notons toutefois que les sympathisants de Gauche (64%) ainsi que les personnes se sentant proches de la CGT (82%) mais aussi les soutiens au mouvement du 10 septembre (52%) indiquent majoritairement faire confiance aux syndicats de salariés pour faire de bonnes propositions au sujet des retraites.

Alors que l'UMP organisera une convention sur la thématique des retraites le 1^{er} octobre prochain, moins d'un tiers des Français fait confiance à **l'UMP** (29%) ou au **MoDem** (29%) pour prendre part positivement aux réflexions sur la réforme des retraites. Toutefois, les deux formations politiques reçoivent la confiance de respectivement 82% et 85% de leurs sympathisants.

Environ un quart des répondants mentionne faire confiance au **Parti Socialiste** (26%, dont 77% des sympathisants PS) ou au **gouvernement de Jean-Marc Ayrault** (24%, dont 61% des anciens électeurs de François Hollande) pour faire de bonnes propositions dans le cadre de la réforme des retraites.



Enfin, seul un Français sur cinq accorde sa confiance dans ce cadre au **Front National** (20%, dont 80% de ses sympathisants), aux **syndicats patronaux** (20%, dont 44% des sympathisants de Droite) ou encore au **Front de Gauche** (18%, dont 91% de sympathisants du Parti de Gauche ou du Parti Communiste).

Inquiets par la perspective d'une retraite réduite, peu confiants dans l'avenir du système de retraites par répartition, les Français déplorent de ne pouvoir faire confiance à aucun des partenaires sociaux pour faire avancer positivement le dossier des retraites, à part sans doute à eux-mêmes, ce qui explique sans doute la part non négligeable de répondants déclarant apprécier le principe d'un système par capitalisation.

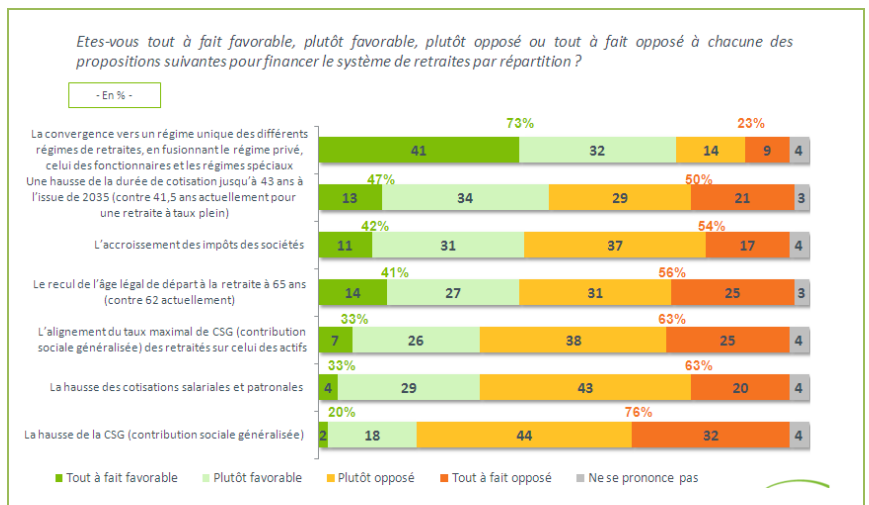
Les différentes solutions envisagées pour assurer le financement du système de retraites suscitent un rejet majoritaire de la part des Français, à l'exception de la convergence vers un régime unique

Enfin, interrogés sur différentes solutions afin d'assurer le financement du système de retraites par répartition, **les Français n'approuvent majoritairement que la solution consistant à faire converger vers un régime unique le régime privé, celui des fonctionnaires et les régimes spéciaux** (73%, dont 41% tout à fait favorable). Cette solution est acceptée aussi bien à Gauche (70%) qu'à Droite (84%) ou à l'Extrême-Droite (71%) de l'échiquier politique.

Les autres solutions sont davantage soumises à débat. Ainsi, 47% des Français indiquent être favorables à **l'allongement de la durée de cotisations jusqu'à 43 ans à l'issue 2035** (dont 13% tout à fait), cette mesure étant largement soutenue à Droite (66%) mais moins à Gauche (47%) ou à l'Extrême-Droite (37%). De même en ce qui concerne **le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans** : si 68% des sympathisants de Droite sont favorables à cette solution, seuls 37% des sympathisants FN et 33% des sympathisants de Gauche approuvent également. Notons qu'en terme de tranches d'âge, seules les personnes de 65 ans et plus sont majoritairement favorables à ces deux options (respectivement 70% et 69%).

A l'inverse, **l'accroissement des impôts des sociétés**, approuvé à hauteur de 42% en moyenne, est surtout défendu à Gauche (64%) tandis que seule une minorité des sympathisants du FN (38%) et moins d'un quart des sympathisants de Droite (22%) estiment qu'il s'agirait d'une bonne solution. 50% de ceux qui soutiennent le mouvement du 10 septembre consentent à cette mesure.

Un tiers ou moins d'un tiers des Français se déclare favorable à **l'alignement du taux maximal de CSG des retraités sur celui des actifs** (33%), à **la hausse des cotisations salariales et patronales** (33%) ou à **la hausse générale de la CSG** (20%), cette dernière mesure étant celle qui suscite plus fort rejet, minoritaire au sein de l'ensemble des catégories considérées.



*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr